

Partage d'expérience avec la gauche philippine

1965-2005 : Deux générations dans l'évolution de la gauche radicale européenne et quelques « questions brûlantes »

Éléments de réflexion sur la stratégie et la démocratie

vendredi 23 décembre 2005, par [ROUSSET Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 26 mai 2005).

La rapport publié ci-dessous est la version écrite d'une contribution présentée au « séminaire de renforcement de capacités » organisé pour les groupes progressistes philippins sous l'intitulé « Vers un environnement démocratique, pluraliste et humain et la stratégie pour le changement social », à Silang, Cavite, Philippines, les 26-28 mai 2005. L'original de cette contribution est en anglais.

Sommaire

- [I. De la moitié des années 60](#)
- [II. La passerelle : un process](#)
- [III. Des années mi-1990 \(...\)](#)
- [IV. A propos de quelques \(...\)](#)
- [Annexe](#)

Le sujet étant fort vaste, la contribution qui suit sera forcément schématique et partielle. Les trois premières parties sont centrées sur l'expérience européenne ou, plus précisément, les expériences française et sud-européenne. Je souhaite donner ici une « perception » de ce qu'était la nouvelle gauche révolutionnaire en Europe dans les années 1960 et 1970, et en quoi elle était différente la gauche radicale européenne d'aujourd'hui. Je vais donc comparer deux générations de militants radicaux - qui, grosso modo, correspondent à des générations équivalentes aux Philippines. Dans la quatrième partie, je traiterai de quelques-unes des « questions brûlantes » mentionnées dans la préparation de ce séminaire. Plutôt que de partir encore du cadre européen, j'essaierai de montrer ce que nous, en Europe, pouvons apprendre de l'histoire des luttes philippines.

Ma contribution reflète bien sûr l'expérience d'une génération - celle de mai 1968, l'équivalent aux Philippines de la First Quarter Storm, « la tempête du premier trimestre »(1) -, dans un pays donné (la France) et dans une région (l'Europe du Sud). Mais personne ne peut prétendre parler au nom de toute une génération ou même au nom de tout un courant politique. Cette contribution reflète donc aussi mon expérience personnelle. Pour ma part, par exemple, j'ai été profondément influencé par les révolutions asiatiques (Vietnam, Chine, Philippines), alors que beaucoup de mes camarades l'ont été par celles d'Amérique latine. De toute façon, on nous a demandé à ce séminaire de parler librement et en notre propre nom. Allons-y donc.

I. De la moitié des années 60 à la moitié des années 90

A. Le contexte

Au milieu des années soixante, une nouvelle gauche révolutionnaire pluraliste s'est constituée en Europe. Son caractère radical peut facilement se comprendre compte tenu du contexte de l'époque.

- *Le contexte international* était dominé par les guerres d'Indochine, avec la résistance du peuple vietnamien à une escalade militaire américaine sans précédent. L'année 1968 a symbolisé le caractère mondial des luttes avec l'offensive du Têt au Vietnam, le Printemps de Prague en Tchécoslovaquie, les barricades étudiantes et la grève générale en France, le soulèvement étudiant à Mexico...

- *Le contexte européen*. Il y avait encore des dictatures dans le sud du continent : le régime militaire des colonels en Grèce et les deux régimes néofascistes d'Espagne (Franco) et du Portugal (Salazar). La vague de radicalisation n'a pas concerné seulement les étudiants, mais aussi la classe ouvrière (sa jeunesse) : en mai 1968, les barricades étudiantes ont ouvert la voie à la plus grande grève ouvrière qu'ait connu le pays.

- *Le contexte politique*. La radicalisation de la jeunesse des années soixante s'est exprimée en Europe en termes très politiques et non seulement « culturels » (« Woodstock ») comme on le prétend souvent. Dans de nombreux pays européens, les références dominantes chez les jeunes radicalisés étaient le socialisme, le communisme et le marxisme. Au nom du marxisme, ils contestaient les principaux partis ouvriers traditionnels : la social-démocratie et les PC pro-Moscou, en dénonçant leur réformisme.

La « nouvelle gauche » européenne de cette époque a été marquée par ce contexte. Elle a donné naissance à un certain nombre de courants nouveaux (dont divers courants maoïstes). On a pu voir renaître également des courants plus anciens mais minoritaires (dont divers courants du trotskisme et de l'anarcho-communisme).

B. L'esprit révolutionnaire de cette époque

La plupart des nouveaux courants de la gauche révolutionnaire étaient tous clairement marqués idéologiquement. Les maoïstes espéraient que le mouvement communiste international serait réorganisé autour de la Chine. Les trotskistes étaient les descendants de la lutte anti-stalinienne au sein de la Troisième Internationale incarnée par l'Opposition de gauche. Tous les partis politiques qui réussirent à se renforcer, même temporairement, présentaient des qualités spécifiques. Les maoïstes se sont souvent montrés capables d'aider les travailleurs inorganisés (comme les immigrés) à s'organiser. Les trotskistes ont été meilleurs pour s'adresser aux secteurs organisés de la classe ouvrière (les syndicats, etc.) et à propager les idées d'un marxisme démocratique et anti-bureaucratique.

Les « étiquettes » politiques avaient une signification (les maoïstes s'identifiaient à la Chine, les trotskistes à l'Opposition de gauche dans la Troisième Internationale). Mais déjà à cette époque, ces « étiquettes » ne suffisaient pas à connaître les caractéristiques politiques d'une organisation. Il y avait différents types de partis maoïstes - allant de ce qu'on appelait les « Mao-staliniens » aux « Mao-spontanéistes ». Il y avait également plusieurs types de trotskismes (nous étions nous-mêmes souvent appelés « guevaro-trotskistes » par d'autres qui prétendaient être meilleurs trotskistes : cela ne nous gênait guère d'ailleurs, car nous adorions le Che). Beaucoup d'organisations n'étaient ni maoïstes ni trotskistes.

Nous appartenions tous à la nouvelle gauche révolutionnaire. Nous étions différents de la social-démocratie gouvernementale et des PC pro-Moscou. Cela ne concernait pas que le programme. Cela se voyait dans la pratique quotidienne. Contrairement aux militants réformistes, un(e) militant(e) se faisait souvent embarquer par la police. Régulièrement, certains d'entre nous étions emprisonnés. Nos organisations pouvaient être interdites (la mienne le fut deux fois). Il nous était également interdit d'entrer dans certains pays (aux États-Unis particulièrement) et nous devions voyager en en tenant compte. Nous avions des liens avec des organisations clandestines (par exemple au Pays Basque et en Espagne sous le régime de Franco) et nous devions prendre des dispositions pour ne pas les mettre en danger. Nous organisions des comités de soldats clandestins parmi les appelés de l'armée (c'était une des spécialité de mon organisation). Chaque semaine, il y avait des batailles avec les groupes fascistes dans les campus et sur les places de marché. Nos locaux devaient être gardés en permanence. Nous n'étions pas engagés dans des actions armées, mais nous étudions les expériences des révolutions armées passées et présentes de façon à nous préparer à ce qui devait arriver à l'avenir. Certains de nos camarades, de la même génération en Amérique latine, étaient engagés dans des actions armées à cette époque de dictatures militaires ; il se sont fait écraser et nous avons dû les aider à s'échapper quand cela était encore possible.

Si je détaille un peu tout cela, c'est pour montrer que ma génération militante est entrée dans la politique à une époque « d'esprit révolutionnaire », et qu'être révolutionnaire alors, même en Europe, avait des implications très concrètes. Cela permet de comprendre les problèmes auxquels nous fûmes confrontés, quand l'histoire a suivi un autre cours que celui que nous attendions.

C. Le processus de sélection

La gauche révolutionnaire des années 1960-1970 a subi quatre tests, qui ont mis à l'épreuve ses capacités à perdurer au-delà du milieu des années 1970. Un long et sévère processus de sélection s'est mis en œuvre.

1. Premier test : des étudiants à la classe ouvrière. Le premier problème s'est présenté juste après Mai 1968. La nouvelle gauche révolutionnaire était essentiellement étudiante. Pour durer, il fallait qu'elle s'enracine dans la classe ouvrière et cela n'avait rien de simple (en France, nous étions physiquement expulsés des usines par le PCF et nous étions licenciés par les patrons). Assez peu d'organisations ont réussi à le faire (essentiellement certaines organisations maoïste, trotskistes et anarchistes).

2. Deuxième test : passer des perspectives à court terme aux perspectives à long terme. A la fin des années 1960, la plupart d'entre-nous pensait que la lutte de classe allait s'intensifier de façon décisive dans les quatre à cinq années suivantes. Il y avait de nombreuses raisons pour le penser. Mais, au milieu des années 1970, il devint évident que l'histoire ne suivrait pas le cours prévu. La situation avait tendance à se « normaliser » en Europe. La fin des dictatures en Grèce, en Espagne et plus tard au Portugal donnèrent lieu à des « transitions démocratiques » contrôlées.

Même si elles ont mis du temps à le faire, certaines organisations ont pu s'adapter à cette situation, d'autres non. Un petit nombre d'entre elles se sont engagées dans de coûteuses « guerres privées » contre l'État ou le Capital (ou même contre la gauche réformiste), particulièrement en Allemagne et en Italie où une droite fasciste était profondément ancrée dans l'appareil d'État et était très active (attentats à la bombe) et provocante. En France, un des principaux partis maoïste (du courant mao-spontanéiste) décida de s'auto-dissoudre.

3. Troisième test : réévaluer les stratégies. Aucune des composantes de la « nouvelle gauche » ne pouvait survivre sans une substantielle réévaluation de sa vision, de son programme et de sa stratégie. J'expliquerai ce point très important plus loin quand je présenterai l'évolution de mon

propre courant dans les années 1980.

4. *Quatrième test* : la survie pure et simple. A partir du milieu des années 1980, la situation devint très difficile pour la gauche révolutionnaire européenne. Elle devait faire face à la nouvelle situation ouverte par la désintégration du bloc soviétique et la mondialisation capitaliste qui l'a suivie. Même des partis comme le nôtre, qui avaient dénoncé le stalinisme depuis très longtemps, ont souffert de la dégradation du rapport de forces entre les classes. La bourgeoisie était très à l'offensive et nous devions vraiment nager à contre-courant. C'était la première fois pour ma génération. La situation a commencé à s'améliorer au milieu des années 1990, avec les premiers signes de la révolte anti-mondialisation. Mais entre-temps, nous avons subi un repli (perte d'adhérents) et un certain nombre d'organisations ont disparu.

Au final, la gauche révolutionnaire s'est retrouvée très affaiblie dans le milieu des années 1990. La plupart des militants des années 1960-1970 ne sont plus impliqués ou seulement marginalement dans la politique et certains sont devenus amers. Un certain nombre des porte-parole les plus connus ont rejoint joyeusement l'élite sociale. Mais pour des dizaines de milliers d'autres, quelque chose est resté de l'expérience passée. Des centaines ou des milliers de cadres expérimentés continuent à jouer un rôle significatif dans l'organisation de masse, en particulier dans le développement des « nouveaux » mouvements sociaux.

II. La passerelle : un processus de réévaluation

Il n'est pas facile d'expliquer simplement pourquoi certaines organisations politiques ont survécu et sont en plus toujours restées « vivantes », c'est-à-dire toujours capables de jouer un rôle actif dans le processus de radicalisation d'aujourd'hui. Pour chacune d'entre elles, on pourrait rechercher ce qui lui a permis de le faire : dans son programme fondateur, dans sa perspective idéologique, dans ses traditions politiques et organisationnelles, dans sa base sociale. Mais d'un point de vue global, aucun courant idéologique n'a prouvé en pratique sa supériorité vis-à-vis des autres. Cela se voit clairement du point de vue international. En France, les trois seules organisations significatives qui restent de ce qu'était la gauche radicale du milieu des années 1970 (c'est-à-dire à la gauche du PCF, qui était à cette époque pro-Moscou) sont trotskistes, même si elles sont de fait très différentes les unes des autres. En Inde, les principales organisations à la gauche du CPI-M viennent toutes de la tradition ML (marxiste-léniniste, c'est-à-dire maoïste) - même si elles sont aussi très différentes les unes des autres.

Quelles que soient leurs origines politiques et idéologiques, les organisations constituées dans les années 1960-1970 ont dû, pour rester vivantes, entreprendre un profond processus de réévaluation. A mon avis, cela semble être une des principales conditions nécessaires à la survie à long terme de tout mouvement politique (même si cette condition n'est pas en soi suffisante).

Pour illustrer ce point, je vais présenter l'évolution de mon propre mouvement, en France, qui est bien sûr celui que je connais le mieux. D'une certaine façon, nous étions mieux préparés que beaucoup d'autres courants à affronter la nouvelle situation mondiale des années 1990, car notre marxisme était anti-stalinien (il n'y avait aucune idéalisation de ce qu'était l'URSS !), anti-bureaucratique, relativement pluraliste et respectueux de la vie démocratique propre des mouvements sociaux. Néanmoins, nous avons dû entreprendre un processus profond de réévaluation, touchant jusqu'à nos positions théoriques les mieux ancrées.

Les évolutions et réévaluations sont souvent, au moment où elles sont effectuées, empiriques, peu réfléchies, ou même niées au nom des orthodoxies précédentes.

Les organisations ont souvent une forte propension à nier les réalités ! Durant les années 1980, un

certain nombre d'entre nous eurent l'occasion d'essayer de les repenser, de leur donner une formulation consciente et explicite, grâce à un travail collectif développé autour d'une école et d'un institut international de militants basé à Amsterdam. Je souhaite esquisser, de façon très synthétique, la teneur de ces réévaluations. Je vais le faire d'une façon probablement assez personnelle, même si cela est le fruit d'un effort collectif.

Le « péché originel » de mon courant idéologique, lors de la constitution de ma génération militante, était fait d'une combinaison de « programmatisme » et « d'activisme » à court terme. Notre « programmatisme » était l'héritage des deux générations qui nous avaient précédées : alors que nous étions très peu nombreux avec peu d'implantation sociale, nous avons hérité d'un programme complet pour la révolution mondiale, formé par l'expérience des débuts de la Troisième Internationale puis de son Opposition de gauche et de Trotsky. On peut dire que nous avons une très grosse tête et de toutes petites jambes. Ainsi, notre vision de la politique avait tendance à être plutôt déséquilibrée. Les choses étaient rendues encore plus complexes par le fait que nous étions aussi des jeunes typiquement de notre temps et de notre milieu, exprimant fortement l'activisme à court terme de la radicalisation étudiante. Bien que petites, nos jambes couraient trop vite pour être corsetées par notre grosse tête ! Durant un certain nombre d'années, il y a eu une tension dynamique entre notre « programmatisme » et notre « activisme à court terme ».

1. Des leçons, mais pas de modèles

Une réévaluation se fait souvent lorsque que l'écart grossissant entre des formules théoriques éculées et l'analyse politique ou historique concrète ne peut plus être ignoré. C'est ce qui est arrivé à nos « modèles » de révolutions. La révolution russe de 1917 était supposée nous offrir un schéma clair de ce que devaient être les révolutions dans les pays impérialistes. Le problème, c'est que ce « modèle » n'a jamais existé. La structure sociale en Russie et sa dynamique d'évolution étaient assez différentes de celles des pays d'Europe occidentale. Plutôt que de s'étendre des villes vers la campagne, le processus révolutionnaire a combiné des soulèvements urbains, paysans et nationaux impliquant des femmes, des ouvriers et des paysans. Et aussi des soulèvements de soldats, qui sont rentrés massivement dans leurs villages et leurs quartiers en conservant leurs armes. Une des questions stratégiques les plus complexes (comment armer le peuple) a trouvé ainsi une réponse spécifique, parce que le contexte de la révolution russe était celui de la première guerre mondiale et de la décomposition d'une immense armée sur pied de guerre. Il y a de nombreuses leçons à tirer de la révolution russe. Mais comment peut-on parler d'un modèle alors que la forme qu'à prise la révolution a été si profondément marquée par le contexte de la guerre mondiale ?

La même question peut être posée sur la façon dont les courants maoïstes ont fabriqué un modèle à partir de la révolution chinoise. Les maoïstes ont tendance à se référer à la troisième révolution chinoise (disons de la Longue marche à la victoire de 1949), alors que les trotskistes ont surtout étudié la deuxième (1925-1927). En fait, une des principales clés permettant de comprendre la forme concrète prise par la révolution chinoise est le lien entre ces deux périodes. L'Armée rouge s'est construite à partir de soulèvements populaires de masse et de vastes rébellions dans l'armée, pas à partir de la propagande de petits groupes armés se transformant lentement en force de guérilla : dès sa naissance l'armée comptait 300 000 combattants ! Et la Longue marche a été la tentative d'en sauver l'essentiel après les défaites écrasantes de 1927-1930. Il y a aussi beaucoup de leçons à tirer de la révolution chinoise. Mais comment peut-on faire un modèle d'une expérience aussi spécifique ?

2. Le caractère concret des stratégies

L'autre versant des « modèles révolutionnaires » était la question de la stratégie. Le modèle russe était identifié avec la formation de conseils (d'ouvriers, de paysans, de soldats) qui a mené au système de pouvoir soviétique (une réalité en ce qui concerne la révolution russe). Pour des raisons

plutôt bonnes, cela était considéré comme un objectif clé : une façon de donner corps à la démocratie socialiste. Ainsi nous avons appliqué ce que j'appelle un « déterminisme programmatique » dans la définition de notre stratégie : la stratégie devait se conformer au modèle (inexistant malheureusement) russe afin que nous puissions atteindre notre but programmatique, la démocratie socialiste. Il est certain que le choix d'une stratégie est influencé par le programme que l'on a, mais il dépend aussi de bien d'autres facteurs (parmi lesquels, de façon cruciale, le résultat des luttes des précédentes périodes).

Les organisations maoïstes ont développé ce que j'appelle le « déterminisme sociologique ». Un pays du Tiers-monde étant par définition « semi-féodal, semi-colonial », la guerre populaire prolongée a été nécessairement la stratégie choisie. Pour construire un modèle aussi général et abstrait, ils durent vider l'expérience de la révolution chinoise de la plupart de ses richesses. Dommage pour les leçons qui pouvaient en être tirées.

Il nous a fallu pas mal de temps pour vraiment rompre avec cette définition abstraite des stratégies, alors que depuis le début il aurait dû nous sauter aux yeux que dans un pays donné comme au Vietnam, entre les années trente et 1975, plusieurs stratégies successives ont dû être appliquées. Je pense que le cas du Vietnam, à cause de la longue et continuelle lutte continue qui a été menée (de la fin des années vingt à 1975), est particulièrement révélateur en ce domaine.

Nous avons toujours compris que la définition de la tactique à suivre nécessitait une analyse concrète de la situation concrète. Nous avons compris plus tard, qu'à son propre niveau, c'était le cas aussi pour la stratégie. Une stratégie concrète combine en général les éléments de différents « modèles » de stratégies et évolue en fonction des changements de rapport de forces. Nous avons alors abouti à la notion de « stratégies concrètes, combinées et évolutives ».

3. Leçons tirées des mouvements de femmes et écologistes

Les réévaluations ont souvent lieu aussi quand une organisation est confrontée au développement de nouveaux terrains ou formes de luttes. Pour ma génération, dans les années 1970, ce fut le cas en particulier des mouvements féministes et écologiques. Peu d'entre nous ont été impliqués dès l'origine dans l'émergence des mouvements écologistes. Un assez grand nombre de nos camarades femmes étaient par contre très impliquées dans la nouvelle vague de luttes des femmes et ceci à tous niveaux, aussi bien politique que dans l'élaboration théorique. Malgré tout, l'organisation en tant que telle (dirigée par des hommes) a été confrontée à ces nouveaux développements plutôt que d'en être une composante organique dès le départ.

Le mouvement des femmes et le mouvement écologique nous ont obligés à revoir les liens qu'il pouvait y avoir entre société de classe et patriarcat ; entre les modes de production, les sociétés humaines et la nature.

4. La politique peut-elle être fondée sur des prédictions ?

Les erreurs à répétition devraient conduire à des réévaluations, et parfois c'est le cas. C'est ce qui nous est arrivé en ce qui concerne la question des « prédictions ». Maintes et maintes fois, nous avons fondé notre politique sur une prédiction qui, maintes et maintes fois, s'est révélée fautive. La plus connue concerne la génération précédente : l'arrivée de la troisième guerre mondiale. Un tel pronostic, fait au moment de la guerre de Corée, n'avait rien de ridicule. Le problème, c'est que nous avons pris des décisions très concrètes et marquées en fonction de cette prédiction et que cette politique a été maintenue bien longtemps après qu'il fut devenu évident que cette troisième guerre n'était plus à l'ordre du jour. Comme je l'ai déjà indiqué, ma propre génération a fait aussi ses propres erreurs, en particulier concernant la montée de la lutte des classes en Europe dans les

années 1970.

Les prédictions ne sont pas seulement difficiles à cause du grand nombre de facteurs à prendre en compte dans l'évolution des situations. Les prédictions à moyen ou long terme deviennent impossibles du fait que les évolutions futures dépendent du résultat des luttes en cours qui, par définition, ne peut être connu à l'avance (puisqu'il est justement le fruit des luttes). On peut faire de remue-ménages sur les évolutions envisageables de façon à se préparer à toute une série de possibilités. Mais pas au point de définir une politique concrète à partir des suppositions plutôt qu'à partir des tendances réellement émergentes.

Nous avons progressivement remplacé « l'art de la prédiction » par ce que nous avons appelé dans les années 1980 « l'empirisme conscient ». « Empirisme » car le but était de se rendre compte le plus tôt possible des nouvelles tendances émergentes pour permettre à l'organisation de réagir rapidement et d'en tirer le meilleur profit. « Conscient » car le programme et la théorie sont d'un grand secours pour « déchiffrer » les réalités sociales. Tout cela n'est donc pas dit pour minimiser l'importance du programme et de la théorie mais pour souligner que la politique est basée sur des réalités existantes et changeantes et que la connaissance est elle-même aussi empirique.

5. Une meilleure compréhension du pluralisme

La plupart des questions mentionnées plus haut concerne des sujets sur lesquels nous étions (relativement) faibles, en particulier à cause de notre « péché originel » dont j'ai parlé. Ce que je trouve particulièrement intéressant, c'est que nous avons dû réévaluer nos conceptions même sur certains de nos points (relativement) forts. C'est le cas du pluralisme.

Contrairement à un certain nombre de courants des années 1970, nous avons toujours reconnu le caractère pluraliste des mouvements marxistes et du mouvement ouvrier. Sur cette question, notre programme héritait du marxisme des origines, du mouvement socialiste européen du début du vingtième siècle, du bolchevisme et de la lutte anti-stalinienne de l'Opposition de gauche. Nous avions de nombreuses références, un stock commun de « classiques » que nous citions souvent et dont les œuvres choisies ou complètes se trouvaient sur nos étagères de bibliothèques : Marx et Engels, Rosa Luxembourg, Lénine, Trotsky et plusieurs autres penseurs bolcheviks, Che Guevara, etc. On pouvait aussi y trouver un large éventail d'autres sources plus personnelles, de Gramsci à Lukacs, de José Martí aux Sandinistes. Et je n'étais pas le seul à lire également Mao et Le Duan.

Nous avons donc toujours considéré que plusieurs partis ouvriers pouvaient exister (comme c'est effectivement le cas) et qu'il y avait une variété dynamique dans la pensée marxiste. Nous favorisions aussi les espaces démocratiques dans nos propres organisations, incluant le droit de tendance et de fraction. C'était une de nos qualités. Mais un jour, face à l'expérience salvadorienne de front unique entre les organisations révolutionnaires, nous nous rendîmes compte que nous utilisions à répétition la formule (héritée de la génération précédente) : « plusieurs partis ouvriers mais un seul parti révolutionnaire ». C'est à ce moment que nous avons poussé plus loin notre compréhension du pluralisme en déclarant que plusieurs partis révolutionnaires pouvaient exister (et existaient dans les faits).

6. Un changement significatif pour notre perspective globale

L'approfondissement de notre compréhension du pluralisme a correspondu à une modification plus générale de notre vision. Nous avons hérité de la génération précédente une vision schématique du mouvement socialiste international comme étant organisé autour de trois « pôles », deux d'entre eux réformistes (la social-démocratie et le stalinisme) et le troisième « marxiste révolutionnaire » (ce qui sous-entendait nous-mêmes). Entre ces trois pôles, différents types de courants « centristes »

oscillaient. A l'occasion d'expériences historiques, des courants centristes indépendants et l'aile gauche au sein de la social-démocratie et des partis staliniens se radicaliseraient, « découvrirait » la vérité de notre programme et rejoindraient nos rangs.

Certes, c'est une présentation très simplifiée de notre héritage des années 1950, mais je pense que cela touche à quelque chose de vrai pour l'essentiel. Beaucoup d'entre nous ne se sont jamais sentis à l'aise avec ce schéma historique. Deux des trois « pôles » étaient physiquement très forts, avec une puissante force d'attraction. La force d'attraction du marxisme révolutionnaire était essentiellement « programmatique » et n'opérait donc pas au même niveau que les deux autres. La notion de « centrisme » s'est révélée assez utile dans certaines circonstances. Mais elle perdait de son sens une fois qu'on l'appliquait à un ensemble trop varié de partis, incluant des partis qui étaient très cohérents vis-à-vis de leurs propres luttes, comme le PC vietnamien.

La pluralité du mouvement révolutionnaire n'était alors pas entièrement reconnue ou n'était vue que comme étant une étape transitoire. Notre vision s'est modifiée précisément sur ce point.

L'expérience révolutionnaire est très complexe. Trop complexe pour que la vérité d'un programme donné devienne « évidente ». La pluralité du mouvement révolutionnaire est maintenant considérée comme une réalité qui va durer, à prendre en compte positivement et non comme un moindre mal. Cela ne signifie pas que nous devons renoncer à lutter pour l'unification des forces révolutionnaires. Cela signifie que la façon dont nous concevons les relations entre partis radicaux, ou le fonctionnement d'un parti unifié, doit prendre en compte de manière effective cette question.

7. La notion d'« histoire ouverte »

Notre vision de l'histoire a également changé. Nous avons appris de la génération précédente (mais aussi de Marx !) à critiquer la « conception linéaire » de l'histoire et la pensée dominante sur cette question développée aussi bien par les sociaux-démocrates que les staliniens. Mais, d'une certaine manière, même si nous ne le disions pas, je pense que nous considérions que le caractère pluri-linéaire de l'histoire était un fait du passé. Les sociétés humaines ont suivi plusieurs voies de développement, comme l'a montré la discussion sur les modes de production, et la voie européenne n'était pas universelle. Mais l'impérialisme et l'unification mondiale du marché capitaliste ne nous faisaient-elles pas entrer dans une nouvelle ère ?

Durant les années 1980, nous avons été au-delà de la discussion sur les modes de production. Nous avons intégré la notion plus large d'« histoire ouverte » où le futur n'est pas donné, où, dans les périodes de crise, des « carrefours historiques » ouvrent un certain nombre (limité) de possibilités, où de fortes contraintes existent (socio-économiques, écologiques...), mais où aussi les luttes sociales jouent leur rôle en déterminant laquelle de ces possibilités deviendra une réalité, où les révolutionnaires recherchent de telles possibilités plutôt qu'une « nécessité » historique abstraite... En lien avec cette vision de l'histoire, enrichie par nos réflexions sur le féminisme et l'écologie, nous avons également intégré une critique de la conception traditionnelle du « progrès » ainsi que des valeurs imposées par les relations capitalistes de production et de pouvoir.

8. Quelle marxisme, quelle politique ?

Une tendance générale a clairement émergé à la suite de ces réévaluations (et d'autres dont je n'ai pas parlé).

Dans le domaine de la théorie, nous avons essayé de développer, encore plus qu'auparavant, une conception dialectique du marxisme, « non réductionniste ». Cela ne signifie pas qu'il faille édulcorer le marxisme et l'analyse de classe. Mon ami Daniel Bensaïd, face à la montée des théories anti-marxistes au nom de la « modernité », défend son droit au « dogmatisme ouvert » : défendre les

leçons essentielles du marxisme tout en l'ouvrant à une grande variété de réalités.

Dans le domaine de l'action, nous avons réalisé combien la politique ne pouvait pas être déduite simplement de la théorie ou du programme. A quel point la politique avait à voir avec la conscience. A quel point la médiation de « l'analyse concrète d'une situation concrète » (une formule léniniste, bien sûr) était une nécessité vitale. Déjà dans les années 1960, nous considérions que la connaissance venait de la « praxis » (la pratique sociale). Cette conception s'est encore approfondie.

En l'espace d'environ vingt-cinq ans, nous avons donc beaucoup changé. D'autres mouvements révolutionnaires aussi. Il serait utile de comparer comment nous avons changé les uns et les autres et comment nous avons compris les changements que nous avons connus (ce qui n'est pas nécessairement la même chose). Je serai très heureux de pouvoir échanger sur cela avec les autres organisations.

Bien sûr, certaines organisations vont dire que de tels changements ne sont pas produits et qu'ils n'étaient pas nécessaires. La « ligne juste » étant éternelle, ils l'avaient il y a trente ans et ils l'ont toujours aujourd'hui. Cela peut être le signe d'une absence de réflexion sur sa propre histoire. Plus probablement, de telles certitudes cachent un processus négatif d'appauvrissement politique et de sectarisation.

III. Des années mi-1990 à aujourd'hui

Ma génération de militants, qui est apparue dans la période allant du milieu des années soixante au milieu des années soixante-dix, a continué à façonner la politique jusqu'au milieu des années quatre-vingt dix (ce qui a soulevé une irritation croissante chez ceux qui sont entrés en activité durant les années 1980). Un changement radical de génération s'est produit depuis le milieu des années quatre-vingt dix. Les différences sont nombreuses. Politiquement, cette génération n'a pas vécu la période de la guerre froide, elle est la fille de la désintégration du bloc post-soviétique et de la globalisation capitaliste. Ses références ne sont pas les nôtres : les événements allant des révolutions russe à la cubaine et à la vietnamienne, sont pour elle des faits historiques et ne font pas partie de sa propre histoire (imaginée) et de son identité comme cela a été le cas pour nous. Sauf pour une toute petite minorité, les « étiquettes » idéologiques traditionnelles ont perdu leur pertinence (toujours relative).

A. Changer les rapports à la politique

Je ne sais pas à quel point ce qui est vrai pour la France (et sûrement pour un certain nombre d'autres pays) peut être généralisé. Mais dans l'ensemble, la relation entre les militants d'aujourd'hui et l'organisation est différente de ce qu'elle était pour notre génération (en tenant compte bien sûr qu'il n'y a pas non plus d'uniformité pour une génération donnée). Dans les années 1960 et 1970, tous les types d'organisations (des syndicats aux partis politiques) recrutaient et grossissaient au rythme des mobilisations. C'est beaucoup moins le cas aujourd'hui. De nombreux jeunes militants gardent le contact au moyen de réseaux plus informels et, quand ils adhèrent à un parti, ils ont tendance à protéger les autres domaines de leur vie des impératifs de la politique (alors que pour nous, chaque sphère de la vie devait rentrer dans le cadre de notre engagement politique).

Il est difficile aujourd'hui de parler des organisations révolutionnaires en Europe de la même façon qu'on le faisait il y a trente ans. Aujourd'hui, la vie quotidienne d'un membre d'un parti radical n'est guère différente de celle d'un membre d'un parti réformiste ; il (ou elle) est simplement constant et cohérent dans sa lutte contre le néolibéralisme et la politique guerrière (alors que les réformistes ne le sont pas du tout). Les choses commencent à changer aujourd'hui, avec la tendance à criminaliser

les activités syndicales radicales et l'érosion rapide de ce qu'il reste de libertés civiles au nom de la lutte anti-terroriste. Mais malgré tout, la violence de l'État est principalement axée contre la jeunesse urbaine pauvre plutôt que contre les militants politiques (avec des exceptions : voir par exemple la répression sanglante de Berlusconi contre la mobilisation de masse anti-G8 de Gênes).

B. Traiter de la question des stratégies

Depuis le début, ma génération s'est plongée dans les débats sur les stratégies. Les anciennes et les nouvelles organisations confrontaient entre elles leurs points de vue sur cette question et pas seulement sur la politique quotidienne. Nous commencions souvent notre engagement politique en prenant partie dans ces discussions. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Les lignes concrètes de démarcation opèrent à un autre niveau que celui de la stratégie proprement dite : devons-nous nous opposer à la mondialisation ou seulement lui donner une teinte sociale ? Devons-nous entrer dans un gouvernement de centre-gauche ou construire un pôle de gauche radical indépendant ?

Cela ne signifie pas qu'une réévaluation est aujourd'hui impensable en ce qui concerne la stratégie. Avec le développement du Mouvement pour la Justice Globale (ou altermondialiste), il est possible de repenser certains éléments de la stratégie, comme le caractère pluriel du sujet révolutionnaire et la combinaison des luttes qui peut initier une transformation révolutionnaire de la société. Tout cela est assez important en soi. Mais pour rouvrir complètement le débat sur les stratégies, des questions telles que la propriété et l'État doivent être frontalement abordées. La question de la propriété a commencé à être globalement traitée, en particulier avec des questions comme les « biens communs » et les services publics. Mais le problème est beaucoup plus difficile en ce qui concerne la question de l'État et de la violence.

Cette dernière question a été centrale pour notre propre radicalisation. Après le coup d'État de Pinochet, par exemple, la discussion a fait rage au sujet de la nature de classe de l'État, le besoin de détruire la machine d'État - plutôt que de tenter de le réformer. On ne discute pratiquement plus de cela aujourd'hui, si ce n'est dans les sessions de formation des partis. Ou alors, on approche la question d'une façon typiquement échappatoire, souvent avec des personnalités plutôt anciennes comme celles de Toni Negri... Cette situation reflète bien sûr le fait que nous n'avons pas grand chose de nouveau à ajouter sur la question du pouvoir d'État et du désarmement de la classe dominante. Pour dépasser le stade des spéculations concernant ce terrain de réévaluation, nous avons probablement besoin de nouvelles expériences historiques - et pas seulement en provenance des pays du Tiers-monde sous occupation militaire nord-américaine.

Voilà probablement une des dernières responsabilités de notre vieille génération déclinante : préparer le terrain, le plus vite possible, pour que les questions de stratégies soient de nouveau assimilées par le mouvement dans son ensemble. Ce n'est pas une tâche facile, car ce domaine de pensée n'a pas vraiment été actualisé.

C. Une période de refondation

Comment actualiser ? Nous n'entrons pas seulement dans une période de reconstruction, après le recul des années 1980 et du début des années 1990. A cause de la profondeur de la crise touchant la référence au socialisme (due aux échecs et aux trahisons de la social-démocratie et du stalinisme), nous connaissons une période de refondation d'un projet radical (et potentiellement révolutionnaire) en Europe. Cela est sûrement vrai aussi pour un certain nombre d'autres régions du monde (par exemple l'Amérique Latine).

Il est clair que nombre d'anciennes vérités sont encore valides aujourd'hui. Le capitalisme est toujours bien là, ce qui signifie que sa critique marxiste reste tout à fait d'actualité. Mais un

processus de refondation est plus profond, plus complexe, qu'un processus de reconstruction. Les anciennes vérités doivent être ré-assimilées par des voies nouvelles. Et ce qu'il y a de « neuf » doit être également découvert. La refondation n'est pas seulement une question de pédagogie (pour redonner vie à d'anciennes vérités). Elle implique une part essentielle de réévaluations ; il nous faut « repenser ».

Notre chance est que la montée des mouvements anti-libéraux, anti-mondialisation capitaliste et anti-guerre nous aide à faire les deux choses : reconstruire et repenser. Cela représente pour les nouvelles générations une « expérience fondatrice » commune et planétaire. Elle est riche, car elle est socialement plus largement enracinée que la radicalisation des années 1960-1970 (même si Mai 68 a donné naissance en France à la plus grande grève générale jamais connue dans ce pays et même si un certain nombre de luttes des pays du Tiers-monde étaient très profondément enracinées). De nouvelles relations, plus égalitaires, entre les partis et les mouvements sociaux sont en train d'être testées. De nouvelles façons de rassembler des luttes populaires diverses sont expérimentées.

Le Mouvement pour la Justice Globale a créé un cadre, notamment à travers le processus des forums sociaux, dans lequel la génération des années 1960-1970 peut rencontrer la nouvelle génération. C'est un espace de dialogues et d'échanges, mais aussi un lieu pour populariser les luttes et les campagnes. C'est une des nombreuses raisons pour lesquelles la gauche radicale doit participer pleinement à ce processus.

IV. A propos de quelques « questions brûlantes »

Les organisateurs de ce séminaire ont dressé la liste d'un certain nombre de « questions brûlantes » dont la discussion est au programme de nos échanges. J'aimerais revenir sur certaines d'entre elles, même brièvement. D'autant plus que le bilan historique de la gauche révolutionnaire doit être fait de façon précise et autocritique. Cela concerne tous les courants idéologiques de la gauche radicale, y compris le mien.

Comment tirer les leçons de nos expériences ? Je pense qu'il est particulièrement intéressant d'étudier les succès obtenus dans les cas où les obstacles étaient si grands que la lutte aurait dû apparemment échouer. C'est vrai par exemple de la résistance vietnamienne contre les invasions française et américaine (c'est le cas également de certains tournants pris par la révolution chinoise). Je trouve aussi très intéressant de réfléchir à nos échecs, quand les revers sont venus de nos propres erreurs et non de la puissance de l'ennemi.

Jusqu'à présent j'ai essayé de présenter certains aspects de la gauche radicale européenne et de son évolution. J'aimerais maintenant, dans la dernière partie de ma contribution à ce séminaire, expliquer en quoi nous avons appris de l'expérience philippine. Et partager avec vous des réflexions sur quelques-unes des plus brûlantes des « questions brûlantes ».

A. Les formes de lutte

Si cette contribution avait été faite au début des années 1980, elle aurait été centrée sur les nombreuses leçons « positives » que nous avons apprises des luttes du peuple philippin. Celles-ci nous sont d'autant plus utiles qu'il s'agit d'une expérience contemporaine, plutôt que d'une expérience passée, où nous pouvons apprendre par une interaction directe plutôt qu'en consultant des livres d'histoire. Ainsi, avec les expériences contemporaines d'Amérique Latine, les Philippines ont fait partie du travail collectif de réévaluation que nous avons engagé dans notre école internationale d'Amsterdam.

Ce point concerne bien sûr, parmi d'autres, le débat sur les articulations changeantes entre formes de lutte, ou sur les expériences organisationnelles ou programmatiques variées faites dans différents secteurs (agrarie, pauvre urbain, etc.). Cela touche des questions clé, que je pense être pertinentes aussi pour les pays européens. En voici deux exemples.

1. les formes territoriales des luttes de masse

Il y a peu de tradition d'arrêts de travail « territoriaux » et de formes territoriales de luttes de masse dans les pays européens (au moins en France). Les syndicats n'avaient traditionnellement pas l'habitude de tisser des liens avec le mouvement civique et social en dehors des entreprises, alors que le besoin de développer de telles formes d'organisation et de lutte devient aigu. Les forums sociaux locaux ont offert un cadre pour tisser de tels liens entre les syndicats et un large éventail de mouvements. Mais c'est dans le Tiers-monde que l'on peut observer des expériences très développées en ce domaine, comme en Inde ou aux Philippines, en particulier avec le *welgang bayan*. (une grève « en masse », à caractère territorial et à dynamique virtuelle de soulèvement).

2. Les solidarités intercommunautaires

Dans le cadre de la mondialisation capitaliste et de la crise de la perspective socialiste unifiante, de nouvelles divisions apparaissent entre des « communautés » populaires en France. A ce niveau d'ampleur, nous avons affaire à un problème tout à fait nouveau. Même quand elles sont légitimes, certaines questions commencent à diviser le mouvement progressiste lui-même, à tel point qu'il devient parfois difficile d'organiser une manifestation commune contre tous les racismes (anti-arabe, anti-noir, antisémite). Comme si, pour certains, une hiérarchie devait être établie au sein du mouvement antiraciste, opposant ainsi une communauté aux autres. L'île méridionale de Mindanao, aux Philippines, offre de nombreux exemples de la façon dont des solidarités entre les « trois peuples » peuvent être tissées entre les communautés, dans un contexte beaucoup plus grave que celui que nous connaissons en France.

Cette contribution étant faite en 2005, nous sommes malheureusement obligés de tirer aussi les leçons des aspects les plus noirs de la lutte révolutionnaire philippine, et pas seulement des plus brillants.

B. Les questions posées par les purges des années 1980

Le mouvement communiste (stalinien) a connu de nombreuses purges sanglantes. Elles étaient fractionnelles, motivées politiquement, souvent socialement enracinées (la bureaucratie) et exprimaient des luttes de pouvoir. La spécificité des purges qui ont eu lieu au milieu des années 1980 au sein du PCP n'est pas leur étendue, mais leur nature : paranoïaque et autodestructrice. Il y a eu déjà probablement des cas similaires (au Vietnam en 1945, sur une plus petite échelle ?). Cependant, c'est la première fois, pour beaucoup d'entre nous, que nous sommes confrontés à ce type de purges internes. D'où l'importance de la question : comment cela a-t-il pu arriver ?

Les réponses à une telle question sont forcément multiples. Certaines ne font pas de doute. A l'arrière-plan, les effets de la militarisation durable de la société philippine et la violence de la guerre civile. L'autorisation donnée par la direction du PCP d'utiliser la torture dans des cas « exceptionnels » : l'usage de la torture s'est étendu pour rechercher des agents militaires infiltrés au sein du PCP et cela explique dans une large mesure comment les purges se sont démultipliées et comment des milliers de bons militants ont été tués. Le fait même que la torture puisse être utilisée montre aussi combien le caractère universel des droits humains fondamentaux n'était pas vraiment reconnu dans la tradition du PCP. La facilité avec laquelle un membre du parti pouvait devenir un suspect montre à quel point il manquait de culture démocratique, politique et organisationnelle au

sein du parti. Etc.

Le danger est de s'arrêter à un premier niveau d'explication, celui auquel nous sommes le plus habitués, celui qui est vu traditionnellement comme « politique ». Certes, ce niveau d'explication est essentiel, nécessaire, mais je ne pense pas que ce soit le seul qui soit pertinent. Comment des personnes honnêtes et des cadres dévoués peuvent-ils être forcés à devenir des tortionnaires ? Pourquoi les purges se sont-elles étendues vers la base et sont devenues massives dans certaines provinces et pas dans d'autres alors qu'elles dépendaient de la même commission régionale du PCP ?

Pour répondre à de telles questions, et à beaucoup d'autres, nous devons bien sûr connaître la vérité sur les purges, ce qui n'est pas encore tout à fait le cas, et connaître leur histoire concrète en différents endroits. Pour cela, le travail de Path (une association de victimes et de leurs proches) mérite d'être activement soutenu. Nous devons aussi traiter de questions, plus « psychologiques », introduites par Bobby Garcia dans son excellent livre (2). La nature de la relation au parti fait aussi partie du champ nécessaire à la compréhension. Quand j'ai demandé à des cadres qui ont vécu ce cauchemar « comment des ordres concernant la torture ont-ils pu être exécutés ? », j'ai reçu différentes réponses : des réponses politiques signalées précédemment, l'atmosphère de paranoïa collective, la simple frayeur (s'opposer à des ordres, c'était devenir soi-même suspect)... mais aussi la réponse suivante, qui m'a frappé : « obéir à de tels ordres était la preuve ultime de notre loyauté au parti ». La loyauté ultime ne devrait-elle pas être envers le peuple plutôt qu'envers le parti ? Et la loyauté envers le parti ne devrait-elle pas sous-entendre un droit de rébellion contre les dirigeants du parti quand de tels ordres arrivent ? D'ailleurs, au moins dans certains cas, des directions provinciales ont refusé de continuer d'exécuter les ordres, s'ils allaient au-delà d'un certain point.

C. Qu'est devenu le PCP ?

J'ai traité de cette question dans ma réponse au « Rejoinder » de Fidel Agcaoili (une violente attaque publiée contre moi par l'un des principaux dirigeants du PCP basé en Europe). La partie de ma réponse concernant cette question est reproduite ci-dessous, dans l'annexe I. Je voudrai juste souligner les points suivants :

- L'évolution du PCP après 1972 n'est ni unique ni banale. Il est extrêmement important que nous comprenions les mécanismes et les processus qui entraînent ce type spécifique de dégénérescence. Cela demande une connaissance intime de l'histoire du parti concerné et des luttes révolutionnaires. Cette connaissance ne peut être obtenue pour des cas comme celui des Khmers Rouges cambodgiens. Par contre, elle existe dans le cas du PCP. C'est ce qui donne son importance particulière à l'expérience (douloureuse) philippine.
- Ici aussi, nous ne devons pas nous satisfaire d'un premier champ de réflexion (les traditions mao-staliniennes du PCP, les effets de la militarisation de la société et des mouvements révolutionnaires, etc.). Une compréhension originale et en profondeur d'un tel processus devra combiner différents niveaux d'analyse. Il faut certainement appliquer une approche marxiste « non réductionniste » des relations de pouvoir, intégrant des éléments de différents secteurs de la connaissance (comme c'est le cas pour la question féministe).
- Nous avons vécu la dégénérescence de la social-démocratie des origines qui a mené à la trahison de 1914, puis la dégénérescence stalinienne d'après la victoire, et maintenant celle du PCP. Elles se nourrissent les unes les autres. Et elles montrent toute la gravité du « danger intérieur », où comment des courants sociaux et politiques contre-révolutionnaires peuvent émerger de l'intérieur des mouvements révolutionnaires eux-mêmes, de l'intérieur de la lutte révolutionnaire.

D. Retour aux classiques : la révolution comme processus d'auto-émancipation

Pour chacun des trois types de dégénérescence mentionnés plus haut, le parti (ou l'État-parti) se dresse au-dessus de sa propre base sociale jusqu'au point de retourner sa force contre elle. La question est donc posée : comment garder le contrôle du parti révolutionnaire ? Une réponse essentielle à cette question est de donner (de nouveau) tout son sens à la conception marxiste classique de la révolution comme un processus d'auto-émancipation (à la fois individuel et collectif).

Il est important de ne pas prendre ce principe pour acquis, mais plutôt de considérer ses implications comme par exemple :

- Le parti n'est pas la gouvernance. Il ne peut se substituer aux organisations représentatives du peuple.
- L'auto-détermination commence maintenant, dans la façon même dont la lutte est menée. Ce n'est pas quelque chose dont il faut s'occuper après la prise du pouvoir. Cela est par exemple vrai pour les communautés Lumad (peuples indigènes) et musulmanes de Mindanao, bien sûr.
- De même, l'auto-organisation doit être favorisée. Les processus démocratiques de prises de décision doivent être améliorés dans tous les secteurs.
- L'auto-défense reste la seule source de légitimité pour l'action révolutionnaire armée. Quand cela est nécessaire, la lutte armée cherche à protéger et à aider les organisations de masse et les mobilisations et non pas le contraire. Politiquement, la lutte armée est une forme de lutte subordonnée.
- Le pluralisme du mouvement populaire et (des couches populaires) de la société doit être reconnu comme une composante essentielle de la démocratie populaire.
- Les partis révolutionnaires ont un rôle spécifique (et évolutif). Ils ne sont pas et ne doivent pas devenir la fraction dirigeante de la société (voir plus loin pour cette question).

La question difficile n'est pas tant de savoir ce que l'on entend en définissant la révolution comme un processus d'auto-émancipation. C'est de savoir comment l'appliquer dans des conditions très difficiles de lutte et de répression. L'expérience philippine est éclairante à ce sujet.

E. Responsabilités des marxistes ou du marxisme ?

Pour certains, y compris d'anciens communistes, le marxisme et l'analyse de classe doivent être considéré comme responsables des nombreux échecs de la lutte socialiste et des crimes commis au nom de la révolution. Je pense plutôt que nous devons rechercher les responsabilités des marxistes et de leurs organisations, plutôt que de rendre la « doctrine » coupable.

Le capitalisme a une histoire maintenant longue qui prouve qu'il est bien un mode de production d'exploitation, avec de profondes conséquences inhumaines. Nous avons vraiment besoin aujourd'hui, tout comme hier, d'une compréhension critique en profondeur du capitalisme et d'un cadre pour percevoir la transformation des sociétés. Le marxisme a été et demeure un outil essentiel à cet égard. Mais le marxisme n'a jamais été une doctrine « achevée » et ne le sera probablement jamais. Certains courants du vingtième siècle représentent une véritable trahison du contenu révolutionnaire et émancipateur du marxisme (je pense à la social-démocratie « moderne » et au stalinisme). Mais de nombreux autres courants peuvent être rattachés à l'histoire vivante du marxisme.

Il est vraiment important de prendre en compte cette diversité de l'héritage marxiste, la pluralité des marxismes, quand nous essayons de tirer un bilan et les leçons des luttes du vingtième siècle. Cela peut-être quelque peu difficile à faire aux Philippines tant la tradition « nationale-démocratique » (identifiée au PCP) a été dominante. La richesse des autres tendances a été ignorée par la plupart. J'en prendrai un exemple, qui est moins « exotique » qu'il pourrait paraître (il est

ajouté à la contribution que j'ai donné pour le séminaire).

Après le séminaire, je suis allé dans une grande librairie de Manille. Dans un meuble soigneusement fermé, parmi des livres expliquant comment s'épanouir dans l'amour physique, j'ai trouvé « Love, Sex and the Filipino Communists » (3) de Jojo Abinales (je plains la personne qui achèterait ce livre en espérant apprendre une manière communiste, plaisante et spéciale, de le faire). Au chapitre 7, Jojo compare la doctrine sexuelle du PCP à celles des autres partis d'Europe occidentale et d'Asie. Tous appartiennent au communisme « officiel », comme s'ils représentaient à eux le « marxisme ». Jojo n'a pas eu beaucoup de temps pour développer ce chapitre d'un travail par ailleurs très intéressant, mais il a perdu une bonne occasion de montrer la profondeur des ruptures au sein de la référence marxiste et leur signification.

Entre autres choses, le mouvement des années soixante en France a été un soulèvement de la jeunesse contre l'hypocrisie de la morale dominante. Nous avons combattu, en rencontrant de nombreux obstacles, pour notre droit à la sexualité. La « nouvelle gauche » était engagée dans des polémiques virulentes avec le PCF stalinien à cause de ses positions moralisantes et conservatrices. Si on nous avait dit qu'un mouvement révolutionnaire interdirait la sexualité avant le mariage et que l'on pouvait être condamné à cinq ans d'abstinence pour entrave à cette règle, nous aurions ri et été abasourdis. Être politiquement correct c'était ne pas se marier. Dans les années 1970, le mouvement de libération des femmes s'est affronté à la famille patriarcale. Le droit à l'avortement était encore loin d'être gagné, et de nombreuses femmes de ma génération devaient encore à cette époque payer très cher cette illégalité. Alors de même, les nouvelles organisations homosexuelles étaient politiquement radicales, mobilisant contre le capitalisme et le patriarcat.

Comment gagner la liberté dans l'égalité des hommes et des femmes ? Nous, les hommes, avons certainement fait beaucoup d'erreurs à cette époque. Il a fallu du temps à l'homosexualité pour être vraiment reconnue par ma génération militante. Mais ces mobilisations de la jeunesse, des femmes, des gays et des lesbiennes sur les questions de la sexualité, de la morale, du mariage étaient des composantes d'une lutte globale pour la liberté et l'émancipation. Cela était compris (et l'est encore) par la plupart d'entre nous comme faisant partie intégrale du combat socialiste. Le rôle du parti politique n'était pas d'édicter des règlements sur de telles questions, d'imposer ses propres normes, mais de contribuer à créer les conditions d'un choix individuel libre, de l'auto-réalisation.

Le PCP dirigeait les choses de façon très moraliste (je suppose que la présence de tant de prêtres dans le mouvement n'y est pas pour rien). Mais en plus, il organisait les rencontres entre « fiancés », les mariages et s'immisçait dans les relations inter personnelles. Ce faisant, le parti dépassait largement son rôle d'organisation politique. Il remplissait les fonctions de l'État, de l'Église et de la famille élargie ! C'est à travers de tels mécanismes qu'un parti (ou sa direction) commence à se voir comme étant une faction dirigeante de la société (quelque chose qui dépasse de loin « l'avant-gardisme »).

Quel type de parti cherchons-nous à construire ? Cette question essentielle revient une nouvelle fois sur le devant de la scène.

Nous ne devrions pas incriminer le « marxisme » pour la conduite moralisante et inquisitrice de la direction du PCP, ni pour nos propres traditions libertaires. Nous ne devons pas non plus tout ramener aux différences culturelles, même si celles-ci existent et influencent nécessairement les comportements politiques. On peut dire en grande partie la même chose pour d'autres domaines de la théorie et de l'action. Nous faisons tous des choix politiques. Il est temps pour notre génération de les réévaluer. Après cela, nous serons probablement mieux placés pour établir un bilan plus approfondi du « marxisme » dans sa diversité.

F. Le besoin de mettre à jour nos conceptions de la démocratie

La question du parti n'est pas la seule question qui revient régulièrement sur le tapis. C'est aussi en particulier le cas de la question de la démocratie, ou, pour être plus précis, la façon dont la démocratie fait partie du projet révolutionnaire.

Le cadre classique marxiste reste valide. Le socialisme sera plus démocratique que le capitalisme ou alors il n'y aura pas de socialisme. La démocratie ne peut s'épanouir si le pouvoir économique est monopolisé par une minorité dirigeante et si les inégalités sociales sont généralisées. Les libertés civiles et les droits politiques sont une des conditions de la démocratie, aussi bien que la transformation égalitaire des relations sociales et de pouvoir. La démocratie doit pénétrer le domaine de la production. Etc.

Qu'est-ce qu'il y a de nouveau donc ?

Tout d'abord, les échecs du passé et le terrible héritage du stalinisme. La nature démocratique du projet socialiste doit être de nouveau prouvée.

Ensuite, la crise de la démocratie bourgeoise. La mondialisation capitaliste vide la démocratie bourgeoise traditionnelle de son contenu. Par exemple, l'OMC a, de fait, des pouvoirs législatif, au-dessus des assemblées élues.

Pour ces deux raisons, la question démocratique est plus que jamais une question centrale de notre combat.

A cause de la crise de la démocratie bourgeoise, les revendications démocratiques ont plus immédiatement que par le passé un caractère subversif.

A cause de la crise du projet socialiste, nous devons montrer plus que jamais, dans la pratique quotidienne, que nous respectons bien les droits démocratiques de la population, les droits des adhérents des organisations de masse, les droits des membres des partis. C'est sûrement une des principales responsabilités des révolutionnaires aujourd'hui : tirer toutes les conclusions de la nature démocratique du socialisme.

F. En conclusion : l'internationalisme aujourd'hui

Les leçons des luttes révolutionnaires du XX^e siècle, et en particulier celles des succès et des échecs de ma génération de militants, ne peuvent être tirées seulement à partir de l'expérience d'un pays ou d'une région, ni de l'expérience d'un seul courant politique.

C'est une des nombreuses raisons pour lesquelles nous avons besoin d'un cadre international de collaboration entre partis radicaux.

Ce cadre n'existe pas encore. Si on y réfléchit, son absence est plutôt étrange. Il semble aller de soi qu'à une époque de mondialisation capitaliste, l'internationalisme est plus nécessaire que jamais, à la fois pour élaborer et pour agir. Pratiquement tous les types d'organisation font partie de larges réseaux internationaux (plus ou moins bureaucratiques, plus ou moins dynamiques) : les syndicats, les mouvements paysans, les réseaux de femmes, les ONG, les partis sociaux-démocrates, etc.

Évidemment, de nombreuses organisations trotskistes appartiennent à une Internationale, un héritage de l'importance donnée à l'internationalisme dans leur histoire, leurs références programmatiques et leurs traditions politiques. Mais ces Internationales, même les meilleures d'entre elles, sont trop limitées pour répondre à ce dont on a besoin aujourd'hui. Des réseaux régionaux plus larges se sont formés, il y a une dizaine d'années, comme la Conférence anticapitaliste européenne et la Conférence Asie-Pacifique internationale de solidarité. C'est un

progrès précieux mais ces réseaux demeurent régionaux et sont lents à transformer les liens tissés en capacité d'action collective et en élaboration programmatique commune.

La tentative la plus récente est celle du Réseau international de partis radicaux qui s'est réuni pour la première fois à Mumbai, à l'occasion du Forum social mondial de 2004. Là encore, l'espoir d'un cadre commun de collaboration entre des organisations politiques anticapitalistes de différents continents et de différents courants idéologiques a été clairement exprimé. Mais il semble très difficile de transformer cet espoir en réalité.

Sans vouloir trop formaliser les choses, il semble important de faire quelques pas dans cette direction dans la période à venir.

26 mai 2005

1. En 1970, à Manille, trois mois durant, des milliers d'étudiants descendent dans la rue contre le fascisme, la guerre du Vietnam et l'impérialisme.
2. Robert ("Bobby") Francis Garcia, *To Suffer Thy Comrades. How the revolution decimated its own* (Il faut souffrir camarades. Comment la révolution a détruit les siens), ANVIL, Manille 2001.
3. Patricio ("Jojo") N. Abinales, *Love, Sex, and the Filipino Communist* (Amour, sexualité et les communistes philippins), ANVIL, Manila 2004.

Annexe

Qu'est devenu le PCP ?

Dans le milieu des années 1980, le PCP pouvait évoluer de plusieurs façons. Pour preuve, différentes composantes du PCP l'ont effectivement fait de façons fort différentes. Il y a de nombreuses raisons pour lesquelles la majorité de l'appareil de la direction du parti a changé pour le pire (la principale étant peut-être les effets profondément démoralisateurs des purges paranoïaques des années 1980). Selon moi, une dégénérescence qualitative s'est produite au tournant des années 1990 qui doit être comprise en profondeur. Comment cela s'est-il produit ? Je suis loin d'avoir toutes les réponses à une telle question, mais je pense qu'il est plus que temps de se la poser. Je vais présenter brièvement ici quelques premiers éléments très personnels d'analyse.

D'un point de vue marxiste révolutionnaire, et sur le plan mondial, nous avons eu à comprendre dans le passé la transformation du mouvement ouvrier social-démocrate, qui a mené à la trahison de 1914, et, ensuite, au stalinisme. Le premier processus de dégénérescence est en essence assez facile à appréhender, même si il y a eu beaucoup de discussions sur ses mécanismes et son ampleur : la bureaucratisation de l'appareil dirigeant du mouvement ouvrier et sa cooptation dans l'élite sociale. Le second processus (le stalinisme) était beaucoup plus difficile à appréhender car il s'est produit dans une situation historique nouvelle : une société non capitaliste de transition. Il a fallu du temps pour comprendre comment la bureaucratisation a pu se développer de l'intérieur d'un État au point de donner naissance à un nouveau type de bureaucratie très spécifique, à une élite sociale.

Nous sommes maintenant confrontés à un troisième processus, différent. Il n'a pas mené à la cooptation dans l'élite sociale bourgeoise. Il ne s'est pas produit dans le cadre d'une société de transition. Il a donné naissance à une structure de pouvoir totalitaire pour laquelle les définitions traditionnelles de classe ne sont pas faciles à appliquer. La première fois que j'ai été confronté à cette question fut en 1975 avec les Khmers rouges de Pol Pot. Cette faction avait façonné et pris le contrôle du PC cambodgien (assassinant tous les cadres supposés avoir des liens avec les

Vietnamiens) avant la prise du pouvoir. Pouvons-nous dire qu'il s'agissait d'une direction « prolétarienne » alors que leur premier acte, une fois arrivés au pouvoir, fut de désintégrer le prolétariat et le semi-prolétariat existants ? Pouvons-nous dire qu'il s'agissait d'une direction « paysanne », alors qu'ils imposèrent rapidement le travail forcé à la paysannerie ? Pouvons-nous dire qu'ils étaient « bourgeois », alors qu'ils ont détruit tous les éléments de l'économie capitaliste y compris la monnaie ?

Dans les années 1970, on aurait pu penser que le phénomène Khmers rouges était unique, à cause des circonstances historiques spécifiques liées à la façon dont le Cambodge a été précipité dans les guerres d'Indochine par l'intervention états-unienne. Mais il y a une tendance plus générale, probablement incarnée par le Sentier lumineux au Pérou ou l'actuel PCP. Avec la violence de la domination de classe (nationale et internationale) et ses conséquences (militarisation) en arrière-plan. Avec la lutte armée comme cadre (le contrôle des armes et de l'argent favorisant l'émergence d'une nouvelle structure de pouvoir). Et, comme dans les processus précédents, avec le déracinement social comme un des mécanismes clé pour changer le tissu même d'une organisation. Mais nous devons aller beaucoup plus loin dans l'analyse si nous voulons comprendre ce qui est arrivé. La lutte armée n'est pas, la plupart du temps, un « libre choix » mais un acte d'autodéfense face à la violence de la classe dominante (c'est ce qui lui donne sa légitimité). De nombreux groupes armés n'ont pas dégénéré comme le Sentier lumineux ou le PCP et, quand ils l'ont fait, ils se sont en général tournés vers le banditisme - alors que l'idéologie reste encore un élément essentiel de cohésion pour le PCP.

Les militants qui ont rejoint le PCP ont dû renoncer à tout (leur carrière, la famille ...) pour « servir le peuple ». Les mêmes (ou, pour être précis, certains d'entre eux : la majorité des membres du PCP du début des années 1980 en sont partis et beaucoup ont évolué dans une direction totalement différente) imposent aujourd'hui leur propre pouvoir sur les organisations populaires. Bien au-delà du simple « avant-gardisme », de tels partis se construisent comme des factions dirigeantes de la société. Comment une telle transformation peut-elle se produire ? Pourquoi se produit-elle pour certains partis et pas pour d'autres ? Ou dans certains secteurs d'un parti et pas dans d'autres ? Quels sont les éléments de continuité et les changements qualitatifs dans ce processus ? La réponse nécessite une analyse très concrète de la trajectoire de chaque parti, combinant son idéologie, sa politique, son organisation, ses racines sociales, etc. Elle nécessite aussi un cadre théorique de compréhension.

Le marxisme « classique » et « l'analyse de classe » constituent une partie essentielle de ce cadre théorique : la transformation révolutionnaire de la société est avant tout un processus d'auto-émancipation, qui implique l'auto-organisation du peuple et son auto-initiative. Pour limiter le danger de dégénérescence du mouvement révolutionnaire, ce processus d'auto-émancipation doit être remis au centre des conceptions, de la politique, des stratégies et des luttes. Mais pour aller au cœur du phénomène, je pense que nous devons ajouter d'autres éléments d'analyse comme l'affinement de l'analyse sociale (évolution des couches de l'intelligentsia radicale), ainsi que des éléments empruntés à la psychosociologie (la transformation des individus socialement déracinés), ou encore aux analyses féministes des relations de pouvoir. Il y a sûrement beaucoup à discuter sur une telle question. Mais il est urgent de l'appréhender en profondeur, pour trouver la réponse appropriée à cette nouvelle forme de totalitarisme qui se développe au sein même de nos rangs et de nos luttes.

Le PCP s'est dressé au-dessus du peuple. En même temps, pour beaucoup, il continue à représenter un parti révolutionnaire de classe. Les organisations de masse qu'il dirige font partie du mouvement populaire. Elles doivent être intégrées dans une politique progressiste de front uni. Elles ne doivent pas être oubliées. Mais une telle « complexité » n'a rien de nouveau. Nous avons dû faire de même avec la social-démocratie et le stalinisme.

Extrait de : Pierre Rousset, « On the CPP-NPA-NDF assassination policy
What can we learn from Fidel Agcaoili's "Rejoinder" ? », 10 mai 2005. [What can we learn from Fidel Agcaoili's "Rejoinder"?](#)

P.-S.

* Pierre Rousset est membre de l'association Europe solidaire sans frontières (ESSF).